

F-35-Deal

D'abord, des mensonges à tout le monde, puis un poste de directeur en récompense

Le contrat portant sur les bombardiers américains soulève de plus en plus de questions

par Urs P. Gasche*



Urs P. Gasche
(Photo infosperber)

Lorsque de hauts fonctionnaires briguent des postes lucratifs dans le secteur privé, ils veillent à se faire bien voir de l'entreprise convoitée.

Darko Savic en est un exemple typique. Jusqu'à récemment, il était le «Monsieur avion de combat» au sein du *Département fédéral de la Défense* (DDPS).

Il y occupait le poste de chef de projet du programme d'acquisition du F-35.

Savic avait négocié avec les Etats-Unis, connaissait tous les détails du contrat d'achat et l'avait cosigné. Malgré cela, il a menti à double titre à ses supérieurs:

1. Le prix d'achat serait fixe.
2. Pour les coûts d'exploitation, il existerait un contrat pluriannuel allant jusqu'en 2040. Si l'entretien s'avérait plus coûteux que prévu, les Etats-Unis seraient tenus à en assumer la responsabilité.

Grâce à cette fausse affirmation selon laquelle le coût s'élèverait à «6 milliards de francs au maximum»,¹ reprise notamment par la conseillère fédérale *Viola Amherd*, le peuple suisse avait approuvé l'acquisition d'avions de combat à une très faible majorité de 50,1% des voix.

A vrai dire, le vote devrait être refait.

Pilatus AG et Savic sont les grands gagnants

Ceux qui s'en réjouissent en secret, ce sont les *Pilatus Flugzeugwerke AG*. En effet, l'usine de Stans profite d'accords de compensation lucratifs.² Le constructeur du F-35, Lockheed Martin, s'engage à compenser 60% de la valeur du contrat – soit environ trois milliards de dollars –

par le biais de commandes et de coopérations avec des entreprises suisses. Au moins 20% de ce montant doivent être directement liés à l'acquisition du F-35.

En avril 2025, *Armasuisse* a annoncé qu'un projet de compensation entre Pilatus et *Lockheed Martin* avait été approuvé: Pilatus obtient l'accès à la technologie du F-35A de Lockheed Martin,³ afin de développer conjointement un système de formation des pilotes ultramoderne de nouvelle génération – basé sur son propre avion d'entraînement, le PC-21.

Grâce à ce savoir-faire, Pilatus devrait à l'avenir pouvoir proposer à ses propres clients – c'est-à-dire aux forces aériennes du monde entier qui exploitent le F-35 ou d'autres avions de combat de cinquième génération – des solutions de formation sur mesure.⁴ Cela offre à Pilatus de nouvelles opportunités commerciales pour la plateforme PC-21.

Darko Savic nommé au poste de directeur

L'homme qui a orchestré l'accord sur le F-35 et menti au Conseil fédéral et à l'opinion publique afin de sceller cet accord par un référendum couronné de succès – c'est cet homme que Pilatus Aircraft a récompensé en lui offrant un poste de directeur lucratif. Il est désormais «Director Program Management Business Aviation» chez *Pilatus Aircraft Ltd*. Savic a quitté le DDPS fin avril 2025 et a pris ses fonctions chez Pilatus le 1^{er} juin 2025.

Le Parlement n'a jamais voulu entendre parler d'un délai de carence prolongé pour les hauts fonctionnaires. Ceux-ci peuvent continuer à occuper sans délai un poste au sein d'une entreprise qu'ils étaient auparavant chargés de contrôler ou de réglementer.

* *Urs Paul Gasche*, né en 1945 à Bâle, est un journaliste, chroniqueur et ancien présentateur de télévision suisse. De 1986 à 1996, il a dirigé et animé l'émission télévisée de défense des consommateurs «Kassensturz». Auparavant, il était rédacteur en chef de la «Ber-

ner Zeitung». Aujourd'hui, U. P. Gasche est chroniqueur indépendant et rédacteur du journal en ligne «Infosperber». Il est président de la *Fondation suisse pour la promotion de l'information indépendante* (SSUI) et auteur de plusieurs ouvrages.

De nombreux pays empêchent ce type de conflits d'intérêts aux conséquences graves. La France a fixé à trois ans après la fin du mandat le délai de carence (*cooling-off period*) applicable au passage des responsables politiques de premier plan et des hauts fonctionnaires vers le secteur privé (phénomène appelé «pantouflage», en allemand «effet de porte tournante»).⁵ Cette réglementation est contrôlée et appliquée par une autorité constitutionnelle indépendante, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.⁶

Source: <https://www.infosperber.ch/politik/f-35-zuerst-alle-angelogen-dann-mit-direktorenposten-belohnt/>, 14 septembre 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ Il était initialement écrit ici «le mensonge à prix fixe». Le projet soumis au vote mentionnait «6 milliards de francs au maximum». Or, les 36 avions de combat F-35 coûteraient désormais 7,7 milliards. Si l'on n'en achetait que 30: 6,4 milliards.

² <https://www.vbs.admin.ch/en/newsb/gZUMF2YH2Hq4MCiG-TSec>

³ <https://www.ar.admin.ch/de/nsb?id=104743>

⁴ <https://skynews.ch/startseiten-news/pilatus-bekommt-f-35-know-how-fuer-kuenftige-trainer/>

⁵ <https://publicmatters.nl/en/actueel/over-draaideuren-pantouflage-franse-regels-voor-lobbytransparantie/>

⁶ <https://www.hatvp.fr/en/>